

Solidaridad

/// AVRIL 2006

L'ACCÈS DES CITOYENS À L'INFORMATION: UNE CONDITION DU DÉVELOPPEMENT, DE LA DÉMOCRATIE ET DE LA SOLIDARITÉ

PAR GUY DEBAILLEUL, PRÉSIDENT DE PLAN NAGUA

GUY DEBAILLEUL EST PROFESSEUR À LA FACULTÉ DES SCIENCES DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION DE L'UNIVERSITÉ LAVAL OÙ IL ENSEIGNE DANS PLUSIEURS PROGRAMMES ORIENTÉS VERS LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL. IL EST PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE PLAN NAGUA DEPUIS JUIN 2001.

Le droit à l'information, la liberté de la presse sont des droits qui sont reconnus par la plupart des constitutions des pays du Nord. Ils l'ont été au prix de dures batailles menées par les citoyens au même titre que les batailles pour la reconnaissance des droits humains et des droits civiques. Ces droits sont essentiels pour l'épanouissement des individus et des sociétés et pour le développement.

Les développements technologiques qui ont révolutionné l'accès à l'information (radio, télévision, Internet) ont beaucoup aidé à rendre accessible cette information à une proportion croissante de la population de la planète. Cette diffusion a d'ailleurs été plus rapide que l'alphabétisation et l'éducation.

Les médias, plus que le livre, sont désormais le véhicule le plus important de la circulation des idées. Et on peut constater chaque jour à quel point cette circulation est désormais mondialisée, universelle. À ce titre, on pourrait se réjouir qu'ils puissent ainsi contribuer à une fantastique ouverture sur le monde et par voie de conséquence à un développement de la solidarité entre les nations et entre les peuples.

Pourtant, on est loin de ce rêve: la concentration des entreprises qui contrôlent les médias répond à la même logique que celle des autres entreprises dans n'importe quel secteur de l'économie, celle de la maximisation des ventes et du profit. Le regroupement de réseaux de communications à l'intérieur d'énormes corporations de journaux, de stations radio et de télévision peut faire craindre pour la

diversité des idées et des informations qui pourront être véhiculées par de tels conglomerats.

Le dossier développé dans ce numéro de Solidaridad fait le point sur les liens entre information, mondialisation et construction de la solidarité entre les peuples.

Indépendamment de la logique économique, on a pu voir récemment que les médias, loin de promouvoir l'ouverture, la tolérance et la solidarité, peuvent au contraire prêcher la haine, l'exclusion et l'intolérance.

**LE DROIT À
L'INFORMATION
RESTE PLUS QUE
JAMAIS UNE
BATAILLE À
MENER PAR
TOUS LES
CITOYENS DU
MONDE...**

Le droit à l'information reste plus que jamais une bataille à mener par tous les citoyens du monde, pour obtenir une information juste, diversifiée, respectueuse de l'autre. Cette bataille passe par un comportement critique vis-à-vis des informations véhiculées par les grands médias, mais aussi par une défense des médias indépendants, alternatifs et communautaires.

Pour rejoindre Guy Debailleul
info@plannagua.qc.ca

SOMMAIRE

- 1 L'accès des citoyens à l'information: une condition du développement, de la démocratie et de la solidarité.
- 2 Médias et mondialisation: une globalisation de l'information?
- 3 Les médias au temps de la mondialisation. Ce sont les quotidiens et les télévisions nationales qui perdent du pouvoir.
- 4 L'accès à l'information dans un contexte de globalisation.
- 5 Le front social de la communication.
- 6 En tant que citoyen, avons-nous le pouvoir ou le devoir de bien nous informer?

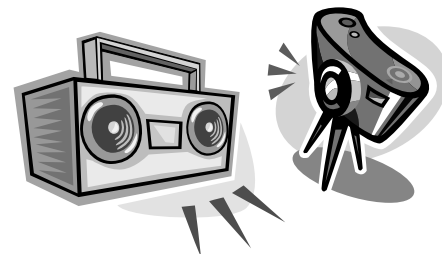
PLAN
nagua
organisme de coopération internationale



MÉDIAS ET MONDIALISATION: UNE GLOBALISATION DE L'INFORMATION?

PAR MARIE-ÉLAINE COULOMBE, CHARGÉE DE PROJET À PLAN NAGUA

INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES, INTERNET, SATELLITES DE COMMUNICATIONS, LE 21^E SIÈCLE EST CELUI DE L'INFORMATION. EN EFFET, L'INFORMATION NOUS PARVIENT DE TOUS LES CÔTÉS, ELLE TRAVERSE LES FRONTIÈRES, ELLE EST DISPONIBLE VINGT-QUATRE HEURES SUR VINGT-QUATRE, ET CE, IMMÉDIATEMENT. EST-CE L'AVÈNEMENT DU VILLAGE GLOBAL SELON L'EXPRESSION DE MARSHALL MCLUHAN? LA GRANDE COMMUNICATION UNIVERSELLE GRÂCE AUX NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION?



Pas tout à fait. Si les progrès techniques en matière de communication sont importants, ils sont limités. Tous n'ont pas accès à la même information et dans les mêmes délais. « La rupture économique entre le Nord et le Sud demeure et à cela s'ajoutent des divergences au sein même des pays industrialisés entre les élites aisées et les classes défavorisées ».⁽¹⁾

Dans le domaine de l'information, les médias jouent un rôle important. Ils informent rapidement les populations des faits et des événements importants sur les plans local et international en plus de permettre de comprendre l'actualité. Évidemment, la mondialisation telle qu'on la connaît depuis une quinzaine d'années a aussi un impact sur les médias d'information. Depuis quelque temps, une nouvelle tendance se dessine dans le monde des communications: la

Pour ce faire, on n'hésite pas à mélanger les genres, ce qui rend parfois difficile de distinguer s'il s'agit d'opinion, d'anecdote, de fiction ou d'information. Certains sujets moins « vendeurs » sont simplement escamotés. Les cotes d'écoute ou les intérêts financiers déterminent le type d'information qui sera traitée. Il y a une sorte d'uniformisation de l'information en cherchant ainsi à plaire au plus grand nombre.

Selon Alain-Gérard Slama, « d'informateurs critiques et distancés, ils (les médias) tendent à se transformer en metteurs en scène des grandes catharsis collectives, comme au temps des supplices sur la place publique, des gibets et des échafauds ».⁽²⁾ L'émotion l'emporte sur l'analyse ou l'explication.

Pour Ignacio Ramonet, médias de masse et mondialisation sont liés. « Ces hyperentreprises contemporaines, par des mécanismes de concentration, s'emparent des secteurs médiatiques les plus divers dans de nombreux pays, dans tous les continents, et deviennent de la sorte, par leur poids économique et par leur importance idéologique, des acteurs centraux de la mondialisation ».⁽³⁾ Les médias ne sont donc plus seulement des observateurs objectifs de l'actualité, ils en font partie, au risque, parfois, de se transformer en acteurs économiques ou en propagandistes des politiques des gouvernements, des grandes entreprises ou du dernier thème à la mode (insécurité, grippe aviaire).

Parfois le rôle de gardien de la démocratie qui leur revenait s'est transformé. Longtemps considérés comme un contre-pouvoir permettant de « surveiller » les trois pouvoirs traditionnels - législatif, exécutif et judiciaire - et de dénoncer les abus et de voir au bon fonctionnement de la démocratie, les médias traditionnels ne semblent plus, du moins dans l'ensemble, s'ériger en quatrième pouvoir, être la voix de ceux qui ne peuvent s'exprimer.

Selon Ignacio Ramonet, les médias majoritairement aux mains de grands groupes médiatiques « sont complices et diffuseurs de la globalisation libérale ». Le cas du Venezuela est selon lui un bon exemple de la nouvelle situation internationale dans laquelle des « groupes médiatiques[...] assument ouvertement leur nouvelle fonction de chiens de garde de l'ordre économique établi, et leur nouveau statut social de pouvoir antipopulaire et anticitoyen ».⁽⁴⁾

C'est encore dans cette logique de marché que l'on voit l'apparition de chaînes spécialisées, chacune ayant son public cible. L'information est ainsi fragmentée, séparée en tranches afin de correspondre à un créneau déterminé. Les médias doivent aussi faire face à une information surabondante, répétitive, saisonnière et vite dépassée. Les mêmes informations sont répétées en boucle jusqu'à plus soif. D'un autre côté, les médias s'alimentent aux mêmes sources d'information, ce qui limite le pluralisme des points de vue. De plus, le rythme de production rapide exigé, relié non seulement à des considérations commerciales mais aussi aux nouvelles technologies elles-mêmes, rend difficile la vérification et l'analyse de l'information reçue, avec les risques de dérapage ou d'erreur que cela comporte.

Pour Ignacio Ramonet, « l'un des droits les plus précieux de l'être humain est celui de communiquer librement sa pensée et ses opinions. Nulle loi ne doit restreindre arbitrairement la liberté de parole ou de presse ».⁽⁵⁾ Pour la Fédération internationale des journalistes, « la révolution de l'information offre l'occasion de renouveler et de renforcer les structures de la démocratie en fournissant notamment un accès plus aisé à l'information, des services publics plus efficaces et une participation accrue du public ».⁽⁶⁾

Il est donc essentiel de trouver une façon (par la mise en place de structures, réglementations, codes de conduites ou autres) d'offrir une information diversifiée, pluraliste, rigoureuse, accessible et pouvant être diffusée au plus grand nombre. Le public a le droit d'être informé et ce droit doit prévaloir sur les impératifs commerciaux.

« À titre d'exemple, le nombre de sujets des journaux télévisés américains consacrés aux homicides a augmenté de 474% entre 1990 et 1999, à une période où le nombre des homicides a baissé. Ce matraquage a contribué au durcissement pénal du pays. »

« Médias, information et mondialisation » libérale, *Observatoire des médias*, *Acrimed*, [En ligne], 11 mai 2003, [<http://www.acrimed.org/article1066.html>] (12 décembre 2005).

« Au Québec, 97,2% des journaux appartiennent à deux groupes, soit Quebecor et Gesca/Power Corporation. »

« Les médias au Québec: la situation », *L'infobourg*, [En ligne], novembre 2000, [www.actualiteenclasse.com/situation.html/concentration_quotidienne] (14 mars 2006).

« Le groupe Transcontinental domine le secteur des hebdomadaires avec 42% de parts de marché. »

Mandat d'initiative portant sur la concentration de la presse, Commission de la culture, Assemblée nationale, [En ligne], novembre 2001, [www.assnat.qc.ca/fr/publications/rapport/rap], (31 mars 2006).

concentration. Les médias font maintenant partie de grands groupes qui rassemblent souvent, dans une même entreprise, différentes activités de communications qui étaient auparavant divisées en trois domaines distincts: la culture de masse (divertissement), la communication (publicité) et l'information.

Nous assistons à une marchandisation de l'information. Cette dernière est un produit parmi d'autres qu'il faut vendre et que l'on doit rendre attrayant, voire divertissant.

(1) LACROIX, Emmanuel, 2002 « L'Internet au Burkina Faso en 2002: situation, enjeux et perspectives », [En ligne], 22pp. Mémoire de recherche, Institut français de presse. [www.bobodiolasso.net/ntic/1.htm] (24 janvier 2006).

(2) SLAMA, Alain-Gérard, 13 février 2006. « Médias, pouvoir et responsabilité », *Le Figaro*, section Débats & Opinions, [En ligne], [www.lefigaro.fr/debats/20060213.FIG184.html#073024] (16 février 2006).

(3) RAMONET, Ignacio, octobre 2003. « Le cinquième pouvoir », *Le Monde diplomatique*, [En ligne], [www.monde-diplomatique.fr/2003/10/RAMONET/10395] (16 février 2006).

(4) RAMONET, Ignacio, octobre 2003. « Le cinquième pouvoir », *Le Monde diplomatique*, [En ligne], [www.monde-diplomatique.fr/2003/10/RAMONET/10395] (16 février 2006).

(5) RAMONET, Ignacio, octobre 2003. « Le cinquième pouvoir », *Le Monde diplomatique*, [En ligne], [www.monde-diplomatique.fr/2003/10/RAMONET/10395] (16 février 2006).

(6) « Journalisme de qualité pour l'ère de l'information », Déclaration de politique générale au Sommet mondial des Nations unies sur la société de l'information, février 2003, [En ligne], [www.ifj.org/default.asp?Language=FR] (3 mars 2006).

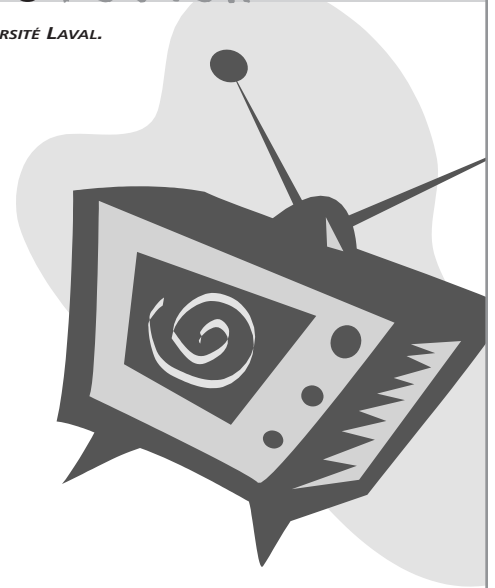
LES MÉDIAS AU TEMPS DE LA MONDIALISATION. CE SONT LES QUOTIDIENS ET LES TÉLÉVISIONS NATIONALES QUI PERDENT DU POUVOIR

PAR FRANÇOIS DEMERS, PROFESSEUR TITULAIRE, DÉPARTEMENT DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION, UNIVERSITÉ LAVAL.

IL SUFFIT DE PENSER AUX QUOTIDIENS GRATUITS (DU TYPE *METRO* À MONTRÉAL), AUX CHÂÎNES TÉLÉVISUELLES D'INFORMATION EN CONTINU (CNN, RDI, LCN) ET À L'INTERNET POUR S'APERCEVOIR QUE QUELQUE CHOSE D'IMPORTANT A CHANGÉ DANS LA FAÇON DONT LES CITOYENS QUÉBÉCOIS SONT INFORMÉS. QUE DEVIENNENT DANS CE CONTEXTE LES MÉDIAS « TRADITIONNELS » COMME LES QUOTIDIENS (*LE SOLEIL*, *LA PRESSE*, *LE JOURNAL DE QUÉBEC*...) ET LES CHÂÎNES DE TÉLÉVISION « GÉNÉRALISTES » COMME RADIO-CANADA OU TVA? LES PREMIERS PERDENT CONSTAMMENT DU TIRAGE DEPUIS LES ANNÉES 1980 ET LES SECONDES SE FONT GRIGNOTER LEURS AUDIENCES PAR LES TÉLÉVISIONS SPÉCIALISÉES (PAS MOINS DE 25% DE L'ÉCOUTE DE LA TÉLÉVISION) ET PAR D'AUTRES ACTIVITÉS. À L'ÉVIDENCE, LES GRANDS MÉDIAS TRADITIONNELS D'HIER NE SONT PLUS AUSSI PUISSANTS QU'AVANT EN MATIÈRE D'INFORMATION. LEUR POIDS DANS LA PLACE PUBLIQUE MÉDIATIQUE (L'ENSEMBLE DES MÉDIAS QUI DESSERT UNE POPULATION DONNÉE) A BEAUCOUP DIMINUÉ ET VA DIMINUER ENCORE ON NE SAIT JUSQU'OU. LE REGROUPEMENT EN 2000 DE 7 DES 11 QUOTIDIENS DU QUÉBEC, DONT *LA PRESSE* ET *LE SOLEIL*, AU SEIN DU RÉSEAU DE GESCA / POWER CORPORATION EST L'UNE DES CONSÉQUENCES ET L'UN DES SIGNES DE CETTE PERTE DE VITESSE. DE MÊME QUE L'ENTRÉE DE TVA DANS LE GROUPE QUEBECOR ET DE TQS DANS BELL GLOBEMEDIA.

« Dans l'audiovisuel, 15 groupes représentent déjà 60% du marché mondial des programmes et, dans la presse et l'édition, trois groupes dominent le marché. »

MUSSO, Pierre, « Conquérir un droit de l'homme à la communication contre sa mercantilisation », *L'Humanité*, [En ligne] 23 janvier 2003, [<http://www.humanite.fr/journal/2004-05-11/2004-05-11-393483>] (24 janvier 2006).



Pour ce qui est de la radio, n'en parlons pas: à part la radio de Radio-Canada première chaîne, il ne s'y fait plus de journalisme. Les CHRC, CKCV et d'autres, si actifs en ce domaine il n'y a pas si longtemps, ne jouent plus sur ce terrain.

Là où le repli des médias traditionnels a des conséquences spectaculaires, c'est en matière d'information internationale. Là, ils se sont fait carrément tasser par les chaînes d'information en continu. Bien sûr, en ce domaine, derrière les nouvelles venues et à côté d'elles, il y a toujours les grandes agences de presse (AFP, Reuters, etc.) créées au XIX^e siècle et qui ont dominé le marché pendant tout le vingtième siècle. Elles alimentent encore en partie les uns et les autres, mais ce sont les chaînes spécialisées dans l'information qui dominent le jeu. Les plus grandes diffusent sur des zones linguistiques au-delà des frontières des pays; la plupart diffusent aussi dans plusieurs langues. Le résultat net, c'est que les médias nationaux « traditionnels » sont devenus des acteurs secondaires. Par exemple, à Québec, quelqu'un qui veut vraiment s'informer en matière internationale se branche sur CNN ou FOX. Il peut aussi à certaines heures regarder les bulletins de la BBC anglaise par PBS, ou les nouvelles de France et de Belgique à TV5. Au second rang, il a le choix entre les chaînes canadiennes d'information en continu RDI de Radio-Canada, LCN de TVA et Newsworld de la CBC, moins riches et largement suspendues à leurs fournisseurs étrangers. Au troisième choix, Radio-Canada ordinaire, TVA et TQS.

Et puis, il y a Internet qui permet d'accéder directement à toutes sortes de médias étrangers. En fait, pour chaque pays, il y a un ou deux médias, écrits ou télévisuels, qui deviennent la référence à l'extérieur. Il y a aussi des moteurs de recherche comme GoogleNews qui fournissent les nouvelles du jour à partir d'un large assorti-

ment de médias. Sans compter les blogues (du moins en langue anglaise) qui permettent de se brancher sur un nombre de plus en plus grand de témoins et d'acteurs de première main un peu partout dans le monde.

Bref, les médias canadiens et québécois n'ont plus le monopole d'informer, chez eux: ils sont en concurrence avec une multitude d'autres fournisseurs. C'est pourquoi on peut croire et constater que leur pouvoir sur la société a diminué. Ça ne veut pas dire que « les médias » ont perdu du pouvoir. À une plus grande échelle (les grandes zones linguistiques, le monde entier), « les médias » continuent de déverser de la publicité à flots continus et font ainsi pénétrer la société de consommation et d'abondance rêvée dans tous les recoins de la planète et des cultures. « Les médias » continuent aussi de révéler au monde (qu'il soit développé, sous-développé, en voie de développement ou abandonné) le mode de vie américain et celui des gens riches et célèbres, par des films, des jeux et des séries télévisées.

« Les médias » - du moins les plus puissants d'entre eux et actuellement ce sont pour l'essentiel des médias transnationaux et occidentaux - définissent l'ordre du jour des principales nouvelles, ils choisissent ce qui doit attirer l'attention de tous. Les autres médias, nationaux et régionaux, se mettent à leur remorque. Ainsi, la grippe aviaire fait la manchette partout en même temps à travers le monde et dans tous les médias qui prétendent contenir de l'information générale.

Mais quelque chose d'autre a changé: le pouvoir de ces puissants médias s'arrête avec les manchettes et les alertes aux grosses nouvelles (tsunami, carnages terroristes, etc.). Autour d'eux, l'autre information, différente, contradictoire ou en profondeur, est disponible en permanence. Il y a plus de magazines et ils sont davantage



distribués. Dans les coins les plus reculés, dans les déserts, les jungles et les bidonvilles, il y a des coupoles de captation des satellites. Sur Internet, on trouve tout et son contraire. Les puissants, politiciens et super riches ont beau avoir un accès privilégié au micro des grands médias, tous les autres, y inclus leurs opposants, peuvent plus facilement s'exprimer publiquement par d'autres médias, ne serait-ce que par des blogues, des médias alternatifs et communautaires, les publications des ONG, etc.

Et puis, au sein du club sélect des agences de presse et des grandes chaînes d'information occidentales, il y a désormais une intruse :

Al-Jazirah, la chaîne arabe. Dans les années 1970, la protestation du tiers-monde, du second Monde (Mexique et Inde principalement) et du bloc communiste avait déclenché une étude sur le monopole occidental de la circulation de l'information internationale. Le rapport McBride, du nom du président de la commission d'étude,

avait conduit l'Unesco à réclamer un nouvel Ordre de l'information et de la communication (NOMIC), geste qui avait failli la faire disparaître, les États-Unis et la Grande-Bretagne cessant de payer leur part de ses activités. Ce sont finalement

les opérations militaires anglo-américaines en Afghanistan, puis en Irak en 2003, qui ont permis à Al-Jazirah de devenir une source d'informations et d'images incontrournables pour les agences et télévisions occidentales.

L'autre chose fondamentale qui est en train de changer, c'est que les médias forment tous ensemble, dans les sociétés développées et ailleurs, un véritable environnement englobant pour les citoyens. Au XX^e siècle, pour la majorité des Nord-américains et des Européens, la Nature a été absorbée et remplacée par l'environnement urbain (artificiel). Aujourd'hui, le téléphone portable multi-fonctions, la connexion Internet sans-fil et les 3 ou 4 écrans de télévision par résidence sont en train de construire autour de

l'individu un monde virtuel qui s'interpose entre lui et la ville ou la nature d'une part, entre lui et les autres d'autre part, lui permettant aussi bien de les tenir à distance que de communiquer avec eux.

C'est ce changement de contexte que la réforme de l'éducation au primaire et au secondaire, lancée au Québec en 1999, a tenté de saisir, de manière balbutiante il est vrai, en proposant que l'éducation aux médias deviennent une préoccupation de tous les enseignements. Car les médias forment de plus en plus un univers de menaces morales (la pornographie, les rumeurs, les séductions à distance, les incitations à la violence, etc.) - une sorte de jungle, un réservoir de ressources (l'Internet est aujourd'hui la plus vaste bibliothèque du monde et le citoyen qui veut vraiment s'informer peut y trouver tout le nécessaire) et de puissantes possibilités de mise en réseaux, d'expression publique et d'affirmation communautaire, aussi bien à l'échelle de la banlieue, du continent que de la planète.

**...LES MÉDIAS
FORMENT TOUS
ENSEMBLE [...] UN VÉRITABLE
ENVIRONNEMENT
ENGLOBANT POUR
LES CITOYENS.**

L'ACCÈS À L'INFORMATION DANS UN CONTEXTE DE GLOBALISATION

PAR ANNIE MÉAR, PROFESSEURE TITULAIRE AU DÉPARTEMENT DE COMMUNICATION DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

L'ACCÈS GÉNÉRALISÉ AUX TECHNOLOGIES MODERNES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (INTERNET, SATELLITE, TÉLÉVISION, TÉLÉPHONE) EST D'UNE IMPORTANCE CRUCIALE, POUR TOUT PAYS QUI VEUT SE DOTER D'UNE ÉCONOMIE AXÉE SUR LES CONNAISSANCES ET LE SAVOIR. CEPENDANT, LA PAUVRETÉ AINSI QUE LE MANQUE DE RESSOURCES ET DE COMPÉTENCES INFORMATIQUES EMPÊCHENT ENCORE LA MAJORITÉ DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT D'ACCÉDER PLEINEMENT À LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION. MÊME LES PAYS DÉVELOPPÉS COMPTENT DE NOMBREUSES COMMUNAUTÉS QUI, POUR DES RAISONS DIVERSES, SONT ÉGALEMENT EXCLUES DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION. ON PARLE SOUVENT DE « FRACTURE NUMÉRIQUE » POUR QUALIFIER CETTE DISPARITÉ AU NIVEAU DE L'ACCÈS AUX TECHNOLOGIES MODERNES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION ENTRE DIFFÉRENTS PAYS, SUR LE PLAN INTERNATIONAL ET ENTRE DIVERSES COMMUNAUTÉS SUR LE PLAN NATIONAL⁽¹⁾.

Nombreux sont pourtant les gouvernements, les organismes, les entreprises, les individus qui se donnent pour mission d'assurer un accès universel à la Société de l'information. L'objectif est de faire en sorte que nul n'en soit exclu, quel que soit sa couleur, son sexe, son âge, son handicap, son revenu ou son lieu de résidence. Le défi principal consiste à amener les individus qui n'ont qu'un minimum d'instruction, les personnes âgées, les handicapés, ceux qui vivent dans des régions rurales, spécialement dans les pays en développement, à adopter l'Internet pour assurer leur propre intégration socio-économique.

La fracture numérique

La fracture numérique entre pays se mesure généralement en termes du nombre de téléphones, d'ordinateurs et d'internautes. En 2002, l'Union internationale des télécommunications publiait des statistiques relatives à la pénétration de l'Internet sur chaque continent. Selon ces données, le continent américain comptait 28,98 ordinateurs pour 100 habitants et 2 441,76 internautes sur 10 000 habitants. L'Afrique, par contre, ne comptait que 1,26 ordinateur pour 100 habitants et 111,25 internautes sur 10 000 habitants. À l'intérieur d'un pays donné, les inégalités d'accès à l'information se mesurent habituellement en fonction de la race, du sexe,



de l'âge, du handicap, du niveau d'instruction, du revenu, du lieu de résidence⁽²⁾.

Cette multiplicité d'acceptions constitue un obstacle majeur pour une compréhension globale de la fracture numérique. Les experts émettent des opinions contradictoires sur les causes des inégalités d'accès à l'information, sur les diverses solutions proposées et même sur les progrès déjà réalisés pour réduire ces inégalités. Tant qu'il n'y a pas de consensus sur les fondements mêmes de la fracture numérique, il est difficile d'arriver à un accord sur l'élaboration de politiques appropriées et l'implantation de mesures adaptées à la solution du problème. Le phénomène est d'autant plus complexe que le fossé semble se creuser chaque jour davantage, aussi bien entre les pays qu'entre les communautés. Il y a, d'une part, ceux qui maîtrisent les technologies de l'information et de la communication et, d'autre part, ceux qui ne les maîtrisent pas.⁽³⁾ La plupart des experts semblent cependant d'accord pour dire que la fracture numérique est moins un problème technologique qu'un problème d'éducation et de formation axée sur la recherche d'information.

Nouvelles compétences requises

Au cours des dix dernières années, l'Internet a transformé radicalement les institutions domestiques, commerciales et politiques des 700 millions d'individus qui vivent dans les pays du Nord. L'Internet à haute vitesse, en particulier, a modifié nos façons de travailler, d'apprendre, de jouer, d'acheter, de communiquer. Nous avons accès à une pléthore d'informations qui nous permettent de participer de façon efficace à la vie économique, sociale et politique de nos communautés respectives. Cependant, nos institutions scolaires semblent faire preuve de lenteurs dans l'adaptation de leurs structures académiques ou pédagogiques aux nouvelles réalités socio-économiques de la Société de l'information.

L'accès à l'information requiert une panoplie de compétences nouvelles. Tout individu, quel que soit son milieu de travail, doit désormais avoir une expertise dans la manipulation des technologies de l'information et de la communication afin de contribuer à la productivité et à la créativité de son organisation. Les employeurs s'attendent à ce que leurs employés, du gérant à la secrétaire, soient tous des experts dans la

L'INTERNET À HAUTE VITESSE, EN PARTICULIER, A MODIFIÉ NOS FAÇONS DE TRAVAILLER, D'APPRENDRE, DE JOUER, D'ACHETER, DE COMMUNIQUER.

recherche et le traitement de l'information. Ils doivent savoir repérer les sources fiables, accéder à l'information pertinente, l'assimiler, la contextualiser et la communiquer à leurs collègues ou à tout autre public, selon les circonstances. Les employés sont, par ailleurs, appelés à travailler en équipes, soit en contiguïté ou à distance, pour analyser toutes sortes d'informations dans une perspective multidisciplinaire. La plupart des organisations ayant maintenant des ramifications

internationales, les individus doivent aussi pouvoir communiquer dans plusieurs langues et être sensibles aux nuances culturelles de contrées diverses.

Les douze préceptes de l'accès universel à l'information

Pour que tout le monde ait accès à l'information, il faut, bien sûr, mettre les technologies de l'information et de la communication à la disposition de la population. La disponibilité des technologies est, certes, une condition nécessaire mais non suffisante. L'accès universel à l'information ne deviendra réalité que dans la mesure où les individus savent se servir des technologies de façon efficace; qu'elles sont financièrement à leur portée; qu'ils y voient une utilité; qu'ils en tirent un profit économique. Tout projet visant à assurer l'accès universel à l'information, dans les pays développés, comme dans les pays en développement, doit tenir compte des douze préceptes suivants:

- Des réseaux et des ordinateurs : les individus et les organisations doivent bénéficier d'un accès simple et efficace aux réseaux ainsi qu'aux technologies.
- Des technologies appropriées : il faut que les technologies disponibles servent les attentes ainsi que les besoins des individus en fonction de l'utilisation qu'ils veulent en faire.
- Des coûts raisonnables : les coûts d'utilisation ne doivent pas constituer un obstacle à l'utilisation.
- Des compétences adéquates : les utilisateurs doivent savoir se servir des technologies de façon efficace et être conscients des avantages qu'elles peuvent leur procurer.
- Des contenus appropriés : les contenus doivent être appropriés au contexte local et surtout être présentés dans la langue des utilisateurs.
- Des technologies intégrées : les utilisateurs doivent pouvoir intégrer les technologies à leurs routines quotidiennes sans qu'elles ne deviennent un fardeau supplémentaire.
- Des technologies adaptées au contexte socio-culturel : elles doivent tenir compte du sexe, de l'âge, de la race, du statut économique des utilisateurs.
- Des technologies fiables : les utilisateurs doivent pouvoir compter sur leurs technologies et être conscients des risques encourus sur le plan de la vie privée, de la sécurité, des fraudes informatiques.
- Un contexte juridique et réglementaire favorable : le contexte juridique et réglementaire doit être propice à l'utilisation des technologies et ne doit en restreindre l'accès d'aucune façon.
- Un environnement économique local approprié : l'environnement économique doit favoriser le développement et l'utilisation des technologies.
- Un contexte macroéconomique propice : l'environnement macroéconomique du pays doit favoriser l'implantation de nouvelles technologies de l'information et de la communication en mettant l'accent sur une formation adéquate, des investissements appropriés ainsi qu'une réglementation favorable.
- Une volonté politique à toute épreuve : les autorités gouvernementales doivent afficher une vision qui fasse la promotion de l'intégration des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans l'ensemble de la société.

Conclusion

Une intégration de ces douze préceptes dans un programme d'implantation méthodique peut certainement aider les nations et les communautés à se doter de l'environnement médiatique approprié pour permettre un accès universel à l'information.

Références

- (1) Castells, M. (1996): *The Rise of the Network Society*. Oxford, UK: Blackwell Publishers, 533 p.
- (2) Elie, M. (2001) : Le fossé numérique. L'Internet, facteur de nouvelles inégalités? Problèmes politiques et sociaux, (861), p. 149-258.
- (3) Vedel, T. (2001) : Mondialisation, inégalités et technologies de l'information et de la communication. Les Cahiers français, (305), p. 55-60.

LE FRONT SOCIAL DE LA COMMUNICATION

PAR NORMAND LANDRY, ÉTUDIANT À LA MAÎTRISE À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL ET ASSISTANT DE RECHERCHE POUR LA CHAIRE BEAVERBROOK EN ÉTHIQUE, MÉDIA ET COMMUNICATION DE L'UNIVERSITÉ MCGILL. IL EST ÉGALEMENT UN ACTIVISTE DES MÉDIAS ET UN JOURNALISTE INDÉPENDANT.

EN TANT QUE VECTEUR D'INTÉGRATION ET DE PARTICIPATION SOCIALE, LES MÉDIAS AUTONOMES ET ALTERNATIFS S'IMPOSENT COMME DES CONSTITUANTS ESSENTIELS DE LA DÉMOCRATIE. CES MÉDIAS, MAIS AUSSI ET SURTOUT, LES PRATICIENS, ARTISANS, BÉNÉVOLES ET ARTISTES QUI LES FONT VIVRE ET GRANDIR, METTENT AU DÉFI LES LOGIQUES DOMINANTES DE LA COMMUNICATION DANS LEUR COMPATIBILITÉ AVEC DES PRINCIPES DÉMOCRATIQUES D'INCLUSION, DE PARTICIPATION ET DE TRANSPARENCE.⁽¹⁾

Au-delà des grandes corporations médiatiques, dont la concentration va toujours croissante et dont l'obsession demeure le profit et la rentabilité, et des médias de service public, dont l'accès demeure réservé à une élite triée sur le volet en fonction de critères s'appuyant sur une certaine conception du professionnalisme, les médias autonomes et alternatifs proposent la création d'espaces discursifs ouverts, inclusifs et horizontaux. Bien que fortement liés, ces termes se doivent toutefois d'être précisés.⁽²⁾

Les médias alternatifs constituent des espaces où

un certain nombre d'idées, de positions et d'enjeux, habituellement exclus de l'agenda des grands groupes médiatiques, sont débattus, présentés et argumentés. Ces médias se veulent une sorte de miroir réfléchissant les lacunes et les biais que l'on retrouve dans les médias dominants. Journalistes indépendants, cinéastes engagés, programmeurs, membres de groupes de pression, d'organisations sociales et à but non lucratif sont appelés à investir le champ de la communication pour faire passer un message différent, répondant à des réalités et des expériences

diversifiées, riches et uniques. Les médias alternatifs formulent, intentionnellement ou non, une critique des grandes corporations médiatiques en présentant d'autres points de vue, diverses manières de couvrir des événements, des idées et des enjeux sociaux. Ils se veulent ainsi le reflet médiatique de mouvements sociaux contrastés. Les acteurs les plus remarquables dans ce domaine demeurent certainement les grandes organisations non gouvernementales - Amnistie Internationale et Greenpeace notamment - qui s'imposent en tant que médias alternatifs en produisant et en diffusant une somme considérable d'information au travers différents médiums. Plusieurs regroupements citoyens, disposant de moyens plus modestes mais animés d'une même volonté de produire une information qui est autre, coexistent et se rencontrent au quotidien.

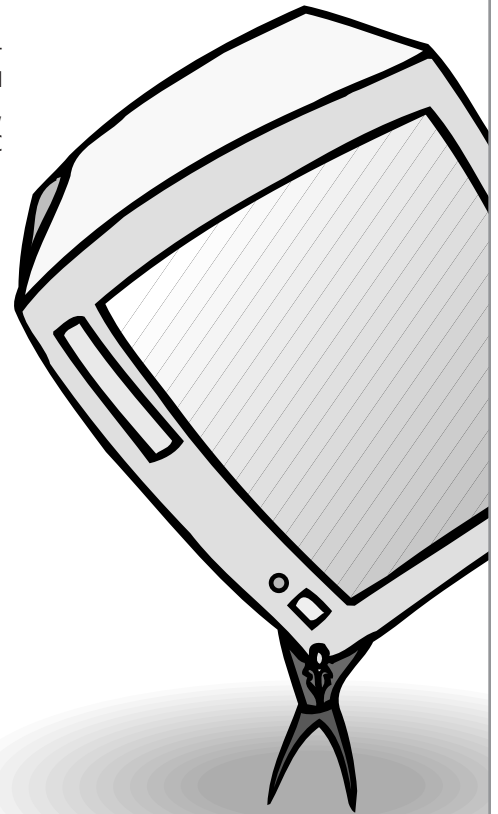
IL S'AGIT DE FAIRE DE LA COMMUNICATION UN CHAMP DE BATAILLE POUR LA DÉMOCRATIE, LE VIVRE ENSEMBLE, ET LE DIALOGUE INCLUSIF.

Les médias autonomes répondent également à cette logique d'ouverture de l'information et des idées à débattre, mais cherchent davantage à contourner la logique unidirectionnelle de production et de diffusion de l'information. Cela s'exprime par le rejet du professionnalisme et de la hiérarchisation dans la chaîne de production et de diffusion de l'information, par l'invitation formelle faite à tous de contribuer à la fois à la production du contenu et à la prise en charge du média, que celui-ci soit un portail Internet, un journal ou une émission radio.

L'exemple suivant devrait suffire à illustrer ce qui distingue les notions de médias alternatifs et autonomes. Ne diffuse pas sur le site Web de Greenpeace qui veut. Pour ce faire, il faut préalablement être accrédité par la hiérarchie en place et soumettre une information concordant avec la politique éditoriale de l'organisation. Le Portail en ligne www.indymedia.org, un lieu de rencontre de mouvements sociaux extrêmement riche, offre quant à lui la possibilité à tous et chacun de publier librement ses articles, images, et fichiers vidéo et audio.

Non seulement le portail offre une information alternative, mais il génère une véritable communication, une relation bidirectionnelle avec son environnement. Le processus communicationnel prenant place entre un émetteur et un récepteur, dorénavant interchangeables, prend alors une importance déterminante dans la construction de l'information produite.

Mais plus encore, en constituant des espaces de résistance sociale, ces médias s'illustrent comme des acteurs fondamentaux d'un véritable front social de la communication, cette lutte livrée par différents agents sociaux pour altérer, modifier, contourner ou reformuler les règles du jeu médiatique. Ce front s'inscrit dans une dynamique de réévaluation permanente des relations de pouvoir, des conditions d'accès, des règles de participation et de sélection des agents autorisés à prendre et à maintenir la parole. Groupes de pressions, chercheurs et enseignants, organisations non gouvernementales, syndicats et simples citoyens sont appelés à investir le champ de la communication, à se l'approprier, à questionner les relations de pouvoir qui s'y retrouvent et



à y réinscrire une logique de communication inscrite dans un processus de socialisation.⁽³⁾ Il s'agit de faire de la communication un champ de bataille pour la démocratie, le vivre ensemble, et le dialogue inclusif.⁽⁴⁾ Dans ces domaines, et dans bien d'autres encore, les médias alternatifs et autonomes ont des rôles considérables à jouer.

(1) Pour une excellente présentation des logiques sociales que l'on retrouve dans le domaine de la communication, voir Michel Sénécal. 1995. *L'espace médiatique: les communications à l'épreuve de la démocratie*. Montréal: Liber.

(2) La diction faite entre médias alternatifs et autonomes provient de Scott Uzelman. 2005. *Media Activists and Social Movements*. Dans *Autonomous Media: Activating Resistance and Dissent*. Montréal: Cumulus Press.

(3) Voir John D.H. Downing. 2001. *Radical Media: Rebellious Communication and Social Movements*. Thousand Oaks: Sage Publications.

(4) Le concept ici présenté d'un front social de la communication provient d'un mémoire de maîtrise qui sera déposé en 2006.

EN TANT QUE CITOYEN, AVONS-NOUS LE POUVOIR ET/OU LE DEVOIR DE NOUS INFORMER ?

CATHERINE RAYMOND ET MARIE-PIERRE SIMARD, PROGRAMME D'ÉDUCATION DE PLAN NAGUA

L'ACCÈS À L'INFORMATION EST UN SUJET QUI SUSCITE DE NOMBREUSES RÉFLEXIONS. INFORMATION CRITIQUE OU SPECTACLE, DE SOURCE SÉRIEUSE OU DOUTEUSE, ANALYSÉE OU MANIPULÉE, PUISÉE SUR INTERNET OU DANS UN QUOTIDIEN ? LE CITOYEN EST SANS CESSER BOMBARDÉ DE MESSAGES DE TOUS GENRES.

Le devoir de s'informer

Quelle est la responsabilité d'un individu en regard de l'information qui lui est présentée ? Il importe de se pencher sur cette question, car l'information quotidienne que reçoit une personne influence sa compréhension du monde et des enjeux qui se posent tant au niveau local qu'international. Ainsi, « les médias altèrent directement l'image que nous nous faisons de nous-mêmes et du monde ». ⁽¹⁾ Conséquemment à l'avènement de l'information continue et à la multiplication des médias, la collectivité est de plus en plus exposée à tout ce qui se passe ici et ailleurs.

Chacun décide de suivre ou non l'actualité et choisit par quelles sources et quels moyens il accèdera à l'information. Il existe donc des possibilités multiples de lecture et d'analyse de l'actualité en raison de la diversité des sources d'information que peut consulter la population. Chaque citoyen a normalement la responsabilité individuelle et collective de diversifier ses sources d'information pour se construire une analyse plus éclairée et globale de l'actualité.

Si l'accès à l'information est étroitement lié à l'exercice de la citoyenneté, elle influence donc l'implication de l'individu dans la société.

**EN DÉFINITIVE,
S'INFORMER,
« TOUT COMME
EXERCER SA
CITOYENNETÉ,
EST UNE CON-
STRUCTION PER-
MANENTE » ⁽⁷⁾
QUI POSE UN
DÉFI DE TAILLE
À NOS SOCIÉTÉS
INDUSTRIALISÉES.**

L'accès à une information de qualité

Si le citoyen a des devoirs quant à l'information qu'il consulte, il a aussi des droits, dont celui de pouvoir s'informer de façon objective. Cependant, dans le contexte actuel, le citoyen est avant tout consommateur et on s'adresse le plus souvent à lui « sous l'angle de son rapport avec le marché » ⁽²⁾, en lui présentant une information spectaculaire, superficielle et manipulée, où actualité et divertissement convergent. En ce sens, « la confusion des rôles et des genres entraînent celle des idées ». ⁽³⁾

En effet, les médias sont de plus en plus contrôlés par les intérêts du secteur privé, dont la position dominante influence la manière de produire et de diffuser l'information. Ainsi, « à l'ère de la mondialisation et de l'hyperconcurrence, information et médias sont devenus indissociables des considérations économiques ». ⁽⁴⁾

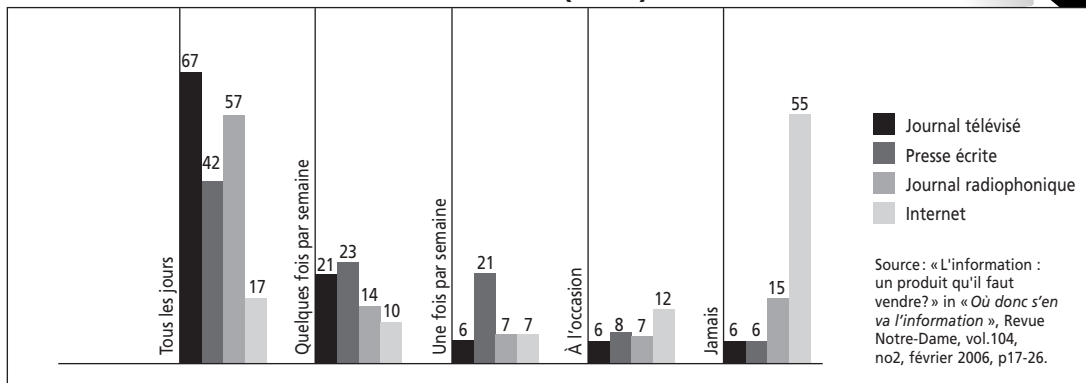
De plus, on tente de reproduire ici le modèle états-unien. Selon Benjamin Barber, « la culture mondiale américaine -la culture McWorld- est moins hostile qu'indifférente à la démocratie : son objectif est une société universelle de consommation qui ne serait composée ni de tribus ni de citoyens, tous mauvais clients potentiels, mais seulement de cette nouvelle race d'hommes et de femmes que sont les consommateurs ». ⁽⁵⁾

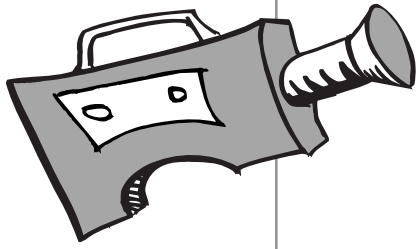
Réagissez !

Vous voulez signifier aux industries médias votre volonté d'avoir accès à une information libre d'intérêts politiques et économiques, axée davantage sur les enjeux sociaux locaux et internationaux que sur le divertissement et le sensationnalisme ? Consultez la section *Passez à l'action* de notre site Internet au www.plannagua.qc.ca, vous pourrez y télécharger une lettre qui vous permettra d'exprimer votre point de vue au média de votre choix.

suite page suivante >

Sources d'information des Canadiens (en %)





Solidaridad

Bulletin d'information de Plan Nagua, organisme non gouvernemental de coopération internationale fondé en 1969.

Plan Nagua inc.

2350, avenue du Colisée,
Édifice A, bureau 06
Québec (Québec) G1L 5A1

Téléphone: (418) 521-2250
Télécopieur: (418) 521-2102
www.plannagua.qc.ca

Adresses électroniques des programmes de Plan Nagua:

Information générale:
info@plannagua.qc.ca

Coopération internationale:
cooperation@plannagua.qc.ca

Éducation au Québec:
education@plannagua.qc.ca

Stages de coopération:
stages@plannagua.qc.ca

Commerce équitable:
cafenagua@plannagua.qc.ca

Responsables:

Marie-Élaine Coulombe, Marie-Pierre Simard

Collaborateurs et collaboratrices:

Marie-Élaine Coulombe, Guy Debailleul,
François Demers, Pierre Girard, Normand
Landry, Geneviève Lesieur, Annie Mear,
Monique P-Nadeau, Françoise Morin, Catherine
Raymond, Marie-Pierre Simard

Conseil d'administration 2005-2006:

Guy Debailleul, président, Claude Paquette,
vice-président, Marie-Christine Tremblay, secré-
taire, Jean-Noël Bouchard, trésorier, Pierre-Luc
Gravel, Isabelle Marquis, Denis Moineau, Denis
Robitaille, Nelson Tactuk et Bruno Villeneuve.

Directrice générale:

Francine Barbeau

Tirage:

2000 exemplaires

PLAN
nagua
organisme de coopération internationale

S'informer malgré tout

Comment avoir l'heure juste sur les événements dans un contexte aussi large et diversifié ?

Il est primordial, dans un premier temps, de discerner l'information des visées commerciales. Quel est le message réellement véhiculé et quels intérêts défend-t-il ?

Pour faire un contrepoint aux médias de masse, les médias alternatifs ou indépendants ne sont pas tenus de respecter des intérêts extérieurs. De par leur mode de fonctionnement, ils diffusent une information libre proposée par et pour les citoyens « qui désirent rejoindre leurs contemporains et qui, autrement, disposent de moyens limités pour faire entendre leur voix ».⁽⁶⁾

En définitive, s'informer, « tout comme exercer sa citoyenneté, est une construction permanente »⁽⁷⁾ qui pose un défi de taille à nos sociétés industrialisées.

(1) L'Encyclopédie de l'Agora, [www.agora.qc.ca/mot.nsf/Dossiers/Media].

(2) L'Encyclopédie de l'Agora, [www.agora.qc.ca/mot.nsf/Dossiers/Consommateur].

(3) LESAGE, Gilles, février 2006. « Info marchande et payante », dans *Où donc s'en va l'information ?* RND, vol. 104, no2, p.4-8.

(4) TRUDEL, Brigitte, « L'information: un produit qu'il faut vendre ? », dans *Où donc s'en va l'information ?* RND, vol. 104, no. 2, février 2006, p.16-26.

(5) BARBER, Benjamin, 2000. « Vers une société universelle de consommateur: Culture McWorld contre démocratie », dans *Mondialisation, citoyenneté et multiculturalisme*, sous la direction de Mikhaël Elbaz et Denise Helly, L'Harmattan, Les Presses de l'Université Laval, Québec.

(6) Centre des médias alternatifs du Québec, section A propos du CMAQ, [En ligne], 19 février 2002 [www.cmaq.net/fr/node/7666], (21 février 2006).

(7) Site Internet de Vie publique.fr, recherche *Citoyenneté* [En ligne] [www.viepublique.fr/decouverte_instinct/citoyen/citoyen_1_2_1_q6.htm] (2 mars 2006).

QUELQUES TÉMOIGNAGES

« Oui, c'est important pour moi l'information. Je feuillette un quotidien tous les matins et je regarde le bulletin de nouvelles en fin de soirée. Toutefois, ce n'est pas prioritaire si j'ai autre chose à faire. »
- Ariane, 27 ans

« Je lis les éditoriaux des principaux quotidiens, je consulte différents sites d'information sur Internet et je me procure des revues spécialisées. Je ne passe pas une journée sans faire le tour de l'actualité. »
- Gregorio, 51 ans

« Je ressens souvent un sentiment de découragement face à ce qui se passe. Parfois, ça me pousse même à éviter de m'informer. »
- Mélanie, 32 ans

GRUPE DE SIMPLICITÉ VOLONTAIRE DE QUÉBEC

*La simplicité volontaire vous intéresse ?
Le groupe de Québec propose...*

"La simplicité, chemin de paix et d'harmonie dans le respect de la Terre et de la Vie."

☀ **Des activités informatives et éducatives sur divers sujets reliés à la simplicité volontaire:**

- ☉ Conférences
- ☉ Salons de discussions
- ☉ Ateliers d'introduction à la simplicité volontaire
- ☉ Émissions de radio à CKJA, 88,3 FM, mercredi à 17h00
- ☉ Un bulletin régional "Simplement votre"
- ☉ Des documents audiovisuels

☀ **Des objets écologiques**

- ☉ Des sacs de magasinage durables, en tissu récupéré
- ☉ Des composteurs de bois pour usage domestique ou communautaire

☀ **Contactez-nous :**
Pascal Grenier, resp. (418) 660-3550
Courriel: responsable@gsvq.org Site Web: www.gsvq.org

Projet réalisé avec l'appui financier du gouvernement du Canada agissant par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Les opinions exprimées dans le présent document ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Agence canadienne de développement international ou du gouvernement canadien.

SI VOUS DÉSIREZ ÉCHANGER, SUGGÉRER DES THÈMES OU VOUS ENGAGER PERSONNELLEMENT, N'HÉSITÉS PAS À COMMUNIQUER AVEC NOUS.